

Débat du jour au Parlement européen sur la PESC (4 mai 1999)

Légende: Débat du Parlement européen, du 4 mai 1999, rapporté par le député Thomas Spencer, portant sur le rôle de l'Union dans le monde et la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Source: EUROPARL - Service de presse. Info Session - Débat du jour. [EN LIGNE]. [s.l.]: Parlement européen, [22.06.2000]. Disponible sur <http://www.europarl.eu.int/dg3/sdp/journ/fr/1999/n9905042.htm>.

Copyright: (c) Parlement européen

URL: http://www.cvce.eu/obj/debat_du_jour_au_parlement_europeen_sur_la_pesc_4_mai_1999-fr-446a7323-c4c3-403f-b693-3eb6b5187efe.html

Date de dernière mise à jour: 26/03/2014

Débat du jour au Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune (4 mai 1999)

Doc. A4-0242/99 et A4-0219/99 et déclaration du Conseil

M. Thomas SPENCER (PPE, RU) a espéré que le Conseil annonce rapidement le nom de la personnalité qu'il entend nommer "Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune", ceci afin que cette désignation puisse être entérinée (après une audition devant la commission des affaires étrangères) par le Parlement européen en juillet prochain.

La PESC a besoin d'un haut représentant qui ait une forte personnalité afin de donner à cette politique l'ampleur et la hauteur nécessaire. Il doit être la voix commune de l'Union dans le monde et être à même de faire respecter ce qui constitue nos valeurs communes.

Dans le cadre de la politique étrangère, les relations avec la Russie restent prioritaires et, M. SPENCER estime que la proposition de stratégie commune avec la fédération de Russie proposée par le Conseil n'est peut-être pas idéale. Toutefois le rapporteur ne souhaite pas envoyer un message négatif à Moscou et demande que l'amendement socialiste soit adopté.

Après avoir dénoncé l'aspect par trop commercial de nos relations avec les Etats-Unis, M. SPENCER a plaidé pour une initiative cohérente de l'Union européenne dans les Balkans. Il s'agit ici de prendre en compte les nouvelles réalités et de répondre à la crainte quant aux conséquences économiques de la guerre. M. SPENCER a souhaité que la Serbie soit la dernière guerre sur le continent européen.

Dans sa déclaration sur le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, le Président en exercice du Conseil, M. FISCHER, a souligné que la présidence avait tout mis en oeuvre pour que le Traité puisse être mobilisé dans toute son ampleur dès le premier jour d'application. Une première stratégie commune concernant la fédération de Russie a été élaborée et, suivront très rapidement une stratégie commune par rapport à l'Ukraine et aux Balkans. M. FISCHER estime que la stratégie commune envers la fédération de Russie doit être adoptée au sommet de Cologne. Il plaide encore pour que l'on recherche avec Moscou une solution politique pour le Kosovo.

En ce qui concerne le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, le Président en exercice du Conseil a assuré le Parlement de ce que la présidence allemande s'engageait afin qu'une personnalité de poids soit désignée lors du sommet de Cologne.

C'est également à ce sommet que la présidence présentera un rapport global sur la PESC, rapport qui comprendra la problématique de l'intégration de l'UEO dans l'UE.

En matière de politique étrangère, l'Union européenne doit s'engager en faveur de la défense des droits de l'homme et de l'état de droit, elle doit développer une vision de paix et d'intégration. C'est dans cet esprit que la présidence allemande a proposé un pacte de paix et de stabilité dans les Balkans.

Au nom de son groupe, M. Gary TITLEY (PSE, RU) estime que la crise du Kosovo montre à quel point notre attitude en matière de politique étrangère et de sécurité commune a été peu adéquate. Nous devons penser à une politique étrangère de long terme plus spécialement pour résoudre les problèmes qui se posent dans les régions en conflit. Le Haut Représentant, qui devra être quelqu'un de très grande compétence, sera appelé à travailler main dans la main avec les autres Institutions. Le Conseil devrait prendre plus largement en compte les positions du Parlement européen qui ont souvent été très cohérentes. L'élargissement, qui est la plus grande contribution que l'Union européenne peut apporter à la paix, restera la première priorité dans les années à venir.

Nous devons développer une stratégie militaire tenant compte des nouvelles réalités, favoriser la restructuration de notre politique d'armement et prendre en compte la nécessité d'intégrer l'UEO dans l'Union européenne.

Au nom du groupe PPE, M. Giorgos DIMITRAKOPOULOS (GR) estime que nous devons mener un travail de réflexion, notamment sur le plan institutionnel. Il espère que le Conseil saisira la chance historique permettant de créer les conditions-cadres qui permettront, lors de la prochaine conférence intergouvernementale, de doter la PESC d'instruments similaires à ceux qui ont permis la réalisation de l'Union économique et monétaire.

Au nom de son groupe, M. Jan BERTENS (ELDR, NL) estime que le nouvel instrument permettant de développer des stratégies communes sera primordial pour l'avenir. Il s'agit là d'un premier pas vers la majorité qualifiée au Conseil. Cela signifie que l'emprise des parlements nationaux va diminuer et que, parallèlement, il faudra renforcer les pouvoirs du Parlement européen. C'est dans cette perspective qu'il faut créer un lien étroit entre le Haut Représentant et le Parlement européen.

La guerre au Kosovo montre l'importance d'un instrument performant de prévention des conflits. Il estime en conséquence que l'intégration de l'UEO dans l'Union européenne ne peut être reportée plus longtemps.

M. Esko SEPPANEN (GUE/NGL, FIN), au nom de son groupe, juge le rapport de M. SPENCER équilibré et estime qu'il va dans le sens de la paix et de la conciliation.

Au nom du groupe des Verts, Mme Elisabeth SCHROEDTER (D) estime que la Communauté internationale a jeté par-dessus bord un de ses principes essentiels qui entend favoriser une politique de paix. Elle estime qu'aucune fin ne justifie les moyens et a tenu à rappeler un certain nombre de principes. Au Kosovo, chaque bombe rend plus aléatoire le retour à une table de négociations. Elle a plaidé pour un retour de la Russie en tant que contributeur à la recherche d'une solution pacifique. Le choix d'intervenir sans mandat clair des Nations unies ne peut qu'amener la Russie à définir ses propres zones d'influence et reporte toute perspective de désarmement.

Au nom du groupe ARE, M. Olivier DUPUIS (I) a estimé que le Parlement européen est plus timide que le Conseil dans ses propositions de réforme en matière de politique étrangère et de sécurité commune. Nous avons besoin d'un ministre de la défense et de la sécurité commune et il est temps que l'Europe se donne les moyens d'arriver à ces objectifs. Il faut travailler à la définition d'une "Union diplomatique". Il nous faut un corps européen de "peace keeping" et de "peace making".

Le commissaire, M. Hans VAN DEN BROEK après avoir souligné les réalisations dans le cadre de la PESC (et déploré que souvent on les sous-estime), a reconnu que nous n'avons pas été assez efficaces en matière de prévention des crises.

Le commissaire estime que l'élaboration d'une stratégie commune implique la consultation du Parlement européen. En ce qui concerne la Russie, M. VAN DEN BROEK estime que tout report, pour quelles que raisons que ce soit, serait un très mauvais signal.